



SEANCE DU 26 MAI 2015

Restitution de la table ronde : François Riether, Jacques Roux, Jean-Robert Alcaras, Gilles Le Ny

Par l'équipe d'auditeurs : Barbara, Joëlle, Michèle, Roland, André et Gilles

TITRE : La Démocratie et l'UPA

Jean-Robert Alcaras : Bonsoir, merci de vous être déplacés avec un peu d'avance, pour cette dernière soirée de cours de cette année universitaire 2014/2015. L'année dernière le thème choisi a été la démocratie et nous n'avons pas la prétention de dire à ce dernier cours que tout a été dit sur le sujet, loin de là. Mais beaucoup de choses ont été dites et beaucoup d'angles ont été ouverts, il nous fallait au moins terminer ce cycle de conférences en complétant cette année autour de deux axes différents, et deux axes à mon avis fondamentaux, l'un de ces deux axes sera abordé ce soir et l'autre axe faisait partie des projets de conférence de fin d'année.

Je vais aborder successivement ces deux axes et je terminerai évidemment par la présentation de la table ronde mais je reviens d'abord sur l'axe qui aurait dû être abordé par les conférences de fin d'année. Ce thème de la démocratie a peut-être encore plus que les autres thèmes des années précédentes, beaucoup résonné avec l'actualité. Nos sociétés et nos systèmes politiques contemporains sont-ils réellement démocratiques ? En quel sens le sont-ils ? En quel sens ne le sont-ils pas ? Ne le sont-ils plus, ne le sont-ils pas assez ? Contre quels maux doit-on lutter pour les qualifier encore de démocratie ?

Sur ces questions d'actualité nous avons pu entendre un certain nombre d'interventions cette année, dont (je ne serais pas exhaustif) celle de Christelle Marchand, en tout début d'année à notre table ronde introductive, Muriel Damon, Philippe Mengue, d'ailleurs la semaine dernière si l'on veut bien entendre la conférence de Franck Petit, il nous ouvrirait aussi des perspectives sur ce que l'on pouvait entendre dans le sens contemporain de la citoyenneté et de la démocratie. Mais sur ces questions profondément liées à l'actualité nous voulions aller plus loin et c'est la raison pour laquelle nous avons programmé deux séances de clôture, en partenariat avec le collectif des "*gentils virus*", qui nous a proposé d'ailleurs pendant toute l'année des "*ateliers constituants*" et que je remercie une fois encore pour leur implication et leur respect total des principes et des valeurs que défend l'université populaire d'Avignon.

Alors ces deux conférences devaient venir prolonger cet axe de l'angle de questionnement d'actualité brûlante, la première le vendredi 3 juillet où nous aurons le plaisir d'écouter la philosophe Sophie Klimis dont je vous ai déjà dit qu'elle était spécialiste de Castoriadis et dont le titre définitif de sa conférence est « *la démocratie contemporaine à l'épreuve de la démocratie Athénienne, Castoriadis, Rancière, Badiou* ». On va donc élargir au-delà de Castoriadis et parler aussi de Jacques Rancière et d'Alain Badiou, dont d'ailleurs Muriel Damon nous avait déjà parlé au début de l'année, donc ce sera une autre façon de revenir sur ces thématiques fondamentales.

La deuxième conférence qui était plutôt un débat, deuxième séance de fin d'année qui devait nous permettre d'approfondir cette réflexion, était donc prévue le mardi 30 juin, nous avons programmé un débat dont je vous avais parlé plusieurs fois. Un débat qui s'annonçait prometteur entre Étienne Chouard et Raoul-Marc Jennar sur le thème de la démocratie et de ses ennemis. Le fait que j'emploie l'imparfait doit vous permettre de comprendre que ce n'est plus à l'ordre du jour, depuis quelques jours. Hélas ce débat ne pourra pas avoir lieu, cette triste nouvelle nous apprend en soi beaucoup de choses sur l'état actuel de nos sociétés dites démocratiques. Permettez-moi donc de vous expliquer en guise d'introduction, le plus brièvement possible, les raisons de ce débat et puis les raisons de son annulation récente. Je précise que la conférence de Sophie Klimis sera maintenue le 3 juillet.

Alors pourquoi avoir prévu un débat sur ce thème ? C'était évidemment pour prolonger ce premier axe de réflexion, dont je viens de vous parler sur l'actualité brûlante des réflexions sur la démocratie. Étienne Chouard est un citoyen comme vous et moi mais il a la particularité de se passionner (c'est le moins que l'on puisse dire) pour la question des conditions de la démocratie à partir de ce moment fondateur qu'a été celui du référendum sur le traité constitutionnel Européen en 2005. Ce faisant il a formulé des critiques virulentes contre les élites politiques et les élites économiques de nos pays qui selon lui se retournent aujourd'hui contre la démocratie et qui finalement deviennent ainsi ses ennemis, de lui et de la démocratie. Il est aussi allé jusqu'à formuler des propositions de changement pour aller vers plus de démocratie, en s'inspirant notamment des logiques de démocraties directes et de la démocratie Athénienne. Mais en identifiant ses ennemis potentiels qui sont à la tête finalement de nos sociétés démocratiques, Étienne Chouard a été conduit à parler, à discuter, à échanger avec des gens que la plupart d'entre nous considèrent encore comme des ennemis de la démocratie, d'autres ennemis, des gens qui sont habituellement classés à l'extrême droite.

Parler avec eux ne veut évidemment pas dire leur donner raison et Étienne Chouard s'est bien gardé de vouloir leur donner raison, mais cette attitude a soulevé de nombreuses polémiques extrêmement virulentes et posé d'excellentes questions, de fondamentales questions d'actualité. Qui sont nos vrais ennemis et les ennemis de nos ennemis deviennent-ils nos amis ? Et est-ce que l'on peut parler de démocratie, est-ce que l'on peut critiquer la démocratie avec tout le monde ?

C'était donc pour aborder ce thème que nous avons demandé à Raoul-Marc Jennar de venir débattre avec Étienne Chouard sur ces questions. En effet Raoul-Marc Jennar a, à peu près, la même analyse qu'Étienne Chouard sur la trahison d'une partie de nos élites, des principes démocratiques, je reprends quasiment le titre de l'un de ses ouvrages récents "*La trahison des élites*". Mais il est en opposition complète avec Étienne Chouard sur la nécessité ou la possibilité d'échanger avec l'extrême droite ou des gens assimilés à l'extrême droite sur ces questions là.

Nous voulions donc organiser un débat serein sur ce sujet avec des gens particulièrement bien armés pour aborder ce débat qui est à la fois un débat important mais en même temps un débat difficile et délicat. A l'université populaire, je rappelle que nous ne faisons pas d'endoctrinement, dans aucun sens, et donc ce débat me paraissait être la condition indispensable pour que chacun puisse se forger une opinion libre sans pouvoir dire "je suis sous l'influence de l'un ou de l'autre". Donc c'était, en tous cas à mon sens et je n'étais pas le seul à partager cette opinion, c'était le débat ou rien.

Nous avons réalisé tout au long de l'année un gros travail avec les intervenants pour que ce débat ait lieu dans les meilleures conditions possibles, et ce malgré une pression qui s'exerce sur eux depuis de nombreuses années, dans la blogosphère, sur les réseaux sociaux et même dans les médias. Il y a quelques jours, en fin de semaine, depuis que le débat en fait a été

officiellement annoncé par le programme du troisième trimestre de l'université populaire d'Avignon, des pressions de plus en plus violentes ont été exercées sur les intervenants. Je ne rentre pas dans les détails mais en quelque sorte pour résumer, nous sommes passés pour certaines personnes (dont nous ne faisons pas partie ici à priori, pas dans le cadre de l'université populaire en tous cas), nous sommes passés du débat politique au combat politique. Je ne peux donc que constater que les conditions, pour qu'un débat apaisé et serein se réalise, n'étaient pas réunies. Donc après avoir échangé avec Étienne Chouard et Raoul-Marc Jennar, nous avons pris communément la décision d'annuler purement et simplement ce débat. Nous regrettons tous les trois, chacun pour nos raisons que certains sujets ne puissent plus être abordés dans la sphère publique, sans susciter une telle passion ou une telle violence, qu'il en devient quasiment impossible de raisonner en public et sereinement de ces différentes questions.

Donc c'était le premier axe, et nous avons la déception de vous dire que ce débat n'aura pas lieu, que les conditions ne sont pas réunies mais qu'en même temps il y a quand même la conférence de Sophie Klimis qui aura lieu le vendredi 3 juillet. Alors il y avait un deuxième axe au-delà de cette actualité brûlante, qui était le rapport que l'université populaire d'Avignon et les universités populaires en général, entretiennent avec la démocratie.

Donc sur cette question dès le départ, dès le début de l'année, nous avons identifié la nécessité d'évoquer cette question, et assez rapidement il nous a paru que ça serait bien de conclure finalement le cycle de cours de l'année, sur cette question. Plutôt que de vous offrir un monologue, que j'aurais pu vous proposer, ou que d'autres auraient pu vous proposer, on a pensé que pour évoquer la démocratie à l'UPA, il n'y avait rien de mieux qu'une table ronde exprimant des opinions, des sensibilités différentes. Nous avons commencé à voir qui voudrait participer à cette discussion, quand les personnes ont été définitivement choisies, on a échangé par courriel, on s'est rencontré à plusieurs reprises. Il nous est apparu assez rapidement en fait que cette discussion du rapport entre cette université populaire et la démocratie, pouvait s'organiser autour de deux axes qui sont les deux axes que vous avez vu si vous avez lu la présentation de cette soirée.

D'une part, il y a la question, c'est le premier axe que nous allons traiter, la question des universités populaires, et l'université populaire d'Avignon en particulier, dans le champ de la démocratie. Il semble assez logique de dire que les universités populaires ont historiquement, et pas seulement historiquement, un rôle à jouer dans les sociétés, dans les systèmes démocratiques, mais quel rôle précisément, c'est ce qu'on va donc aborder dans un premier temps. Puis dans un second temps on retourne la question, cette fois-ci c'est la démocratie dans l'UPA. C'est-à-dire en fait la démocratie dans l'université populaire d'Avignon, d'abord parce que l'université se dit populaire et qu'entre populaire et démocratie il doit y avoir des liens très forts. Le démos, le peuple, donc un système démocratique organisé par le peuple et pour le peuple. Et bien les universités populaires ont une prétention démocratique, dans le cadre de l'expérience elle-même qui s'est réalisée. D'ailleurs nous l'avons indiqué dès la fondation dans les statuts de l'université populaire d'Avignon pour préciser quel était l'objet de cette association. Donc c'est pour discuter de la démocratie dans l'UPA que nous aborderons le deuxième thème.

Deux thèmes donc, sachant que l'on va essayer d'organiser la discussion pour que nous puissions consacrer pour à peu près la moitié du temps sur chacun des deux. Je vous présente rapidement les intervenants à cette table ronde.

Gilles Le Ny, qui est un auditeur, qui participe à l'expérience de l'université populaire depuis 3, 4 ans, et qui s'est pas mal investi depuis deux ans sur la réalisation des e-bulletins, que vous appréciez peut être, il fait partie de cette équipe qui s'entend très bien, qui travaille pour nous tous, en essayant de consigner leurs propres notes et de les diffuser par le biais du site de l'UPA. Gilles m'a dit assez rapidement non seulement qu'à titre personnel il avait des choses à dire mais aussi au titre des autres auditeurs qu'il rencontre et avec qui il discute sans qu'il intervienne comme porte parole, mais c'est à partir de ces discussions qu'il nous proposera ses réflexions.

François Reither, que vous connaissez, qui est intervenu il n'y a pas très longtemps, qui est professeur d'Allemand désormais en retraite, qui nous a notamment proposé cette année ses si belles réflexions sur la démocratie dans la république de Weimar en Allemagne au début du XX^{ème} siècle. François Reither qui avant d'être intervenant a longtemps été tout simplement auditeur et qui continue assidument à écouter les cours, comme je le fais moi-même, je me considère aussi comme intervenant et auditeur.

Jacques Roux que vous avez aussi vu intervenir cette année, qui lui-même est exactement comme François à cette différence que Jacques n'a pas une formation d'enseignant, il est médecin, psychiatre, mais il aime beaucoup réfléchir, proposer, échanger ses réflexions et vous avez pu le constater, si vous avez suivi son cours cette année ou ceux qu'il avait proposés les années précédentes, il est absolument fasciné par la question de la démocratie. Il était donc un incontournable de ce débat. Voilà pour les 3 intervenants, je commence tout de suite par le premier axe, l'université populaire dans la démocratie et je vous propose de céder la parole à François Reither, qui va nous faire réfléchir sur une mise en perspective historique du rôle des universités populaires et de l'éducation populaire en général dans les sociétés et systèmes démocratiques. A partir de quoi, Jacques et Gilles vont réagir et prolonger le propos de François, et on essaiera de se garder une dizaine de minutes d'échange avec la salle si vous le souhaitez, tout en essayant de redémarrer au début de l'heure suivante sur la deuxième thématique.

François Reither : On est bien entre instruction, éducation et démocratie, c'est ancien, c'est un vieux couple. Il y a eu des hauts, des bas, des brouilles, des moments de fusion, et l'université populaire que nous connaissons, est un peu l'enfant ou l'héritière de toute cette histoire. Alors il y a eu l'instruction publique, puis après ça elle s'est appelée l'éducation nationale. Ça a toujours été un enjeu de pouvoir, un objet de tension, parfois responsable de tous les maux, parfois remède à tous les maux. Il y a eu plein de réformes qui ont tenté de l'adapter aux nouvelles réalités et d'ailleurs ce n'est pas fini, vous connaissez l'actualité.

Donc moi je vais commencer comme d'habitude avec la révolution Française. Le premier qui ait posé la question, c'était Condorcet qui avait compris bien avant d'autres que la démocratie ce n'est pas seulement une affaire de régime politique, mais c'est surtout une histoire de forme de société et avant tout une culture à construire. Pour lui il n'y a pas de démocratie possible sans citoyens éclairés, c'est son expression. Et l'origine de tous les maux, qu'ils soient individuels ou sociaux, est à chercher dans l'ignorance, bien plus que dans la sphère du péché etc.... Il y a un texte célèbre de Condorcet qui s'appelle "*Cinq mémoires sur l'instruction publique*" qui est paru en 1791/1792, et je vais extraire simplement deux phrases car c'est un texte qui est très long.

Première phrase : « *L'inégalité d'instruction est une des principales sources de la tyrannie* ». Voyez la question est clairement posée du rapport entre le type de société, le type de gouvernement et l'instruction.

Deuxième phrase : « *Le but de l'instruction des citoyens est de les rendre capables d'exercer les fonctions publiques pour qu'elles ne deviennent pas des professions* », encore un thème qui est tout à fait d'actualité.

Enfin Condorcet était girondin, il a été condamné à mort par les Jacobins et le comité de salut public, donc ses propositions sur la constitution sont un peu tombées à l'eau et il n'y a pas eu de suite à tout ça malheureusement. La révolution a été suivie par deux régimes extrêmement réactionnaires, du point de vue de la démocratie en tous cas, l'Empire et la Restauration. Sur le plan de l'éducation, Napoléon a créé les lycées et les grandes écoles, et puis au moment de la Restauration, le grand homme c'est bien sûr Guizot, qui était le ministre de l'éducation. Dans sa loi de 1833 il a créé les écoles normales d'instituteurs et, pour chaque département, une école primaire dans chaque commune de plus de 800 habitants.

Napoléon III avec la loi Guizot avait un double but, son premier but, qui était issu des idéaux de la révolution Française, était de sélectionner les élites par le mérite plutôt que par la naissance. Ce que l'on appelait la méritocratie républicaine, mais il y a toujours une élite, donc on n'est pas tout à fait dans la problématique de citoyens éclairés. Et puis le deuxième but est de dispenser à tous les enfants les savoirs de base qui devenaient nécessaires à cause de la révolution industrielle, qui exigeait des gens qui sachent lire, qui soient capables de maîtriser des techniques de plus en plus complexes.

Je vais vous citer l'article 1 de la loi de Guizot de 1833 qui définit le programme de l'enseignement primaire : « *l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, les éléments de la langue française et du calcul, le système légal des poids et mesures* ». Vous voyez qu'il n'est pas question de citoyenneté, il n'est pas question d'émancipation. On a le centre du socle de connaissances au service de l'employabilité et de la productivité, le terme n'existait pas à l'époque mais la notion, l'idée étaient déjà dans l'air.

À la suite de cette période, il faut citer Jean Macé qui a créé en 1866 la ligue de l'enseignement qui est encore active aujourd'hui. Son idée, je vais le citer : « *avant d'instituer le suffrage universel, il aurait fallu plus de trente ans d'instruction obligatoire* ». Jean Macé constate que les premières élections au suffrage universel en 1848 - 1849, c'est le parti de l'ordre qui est arrivé en tête. Le parti de l'ordre c'était le parti anti républicain des notables qui, quelque part, avaient accepté les effets de la révolution de 1848 mais tout à fait à contre cœur. Qui avaient soutenu les massacres des ouvriers Parisiens en juin 1848. La devise du parti de l'ordre que je cite, qui vaut son pesant d'or, c'était : « *Ordre, Propriété, Religion* », qu'on substitue évidemment à « *Liberté, Égalité, Fraternité* ».

Dans les principaux représentants de ce parti de l'ordre, il y avait Thiers, qui lui aussi s'était illustré lors des massacres, Guizot, Montalembert, Barrot et puis quelques autres ennemis farouches de la république.

Les propositions de Jean Macé influenceront quelques années plus tard les propositions de Jules Ferry. Alors le suffrage universel s'est installé en 1881, et Jules Ferry propose une sorte de synthèse, il se recommande de Condorcet, il affirme que l'égalité des droits est le fond même de la naissance de la démocratie. Il fonde l'école gratuite, laïque, obligatoire pour tous, y compris pour les filles, école normale ouverte aux filles, agrégation féminine, agrégation qui n'existait pas avant. Mais Ferry ajoute aussitôt : « *je ne viens pas ici prêcher je ne sais quel nivellement des conditions qui supprimerait les rapports de commandement et d'obéissance, je ne les supprime pas je les modifie* ». C'est une petite citation que j'ai extraite du très joli livre de Mona Ozouf sur Jules Ferry où elle explique bien toutes les contradictions du personnage.

On est donc dans deux injonctions contradictoires, d'une part égalité démocratique et émancipation, la nécessité de former des individus autonomes (comme dira Ferdinand Buisson), et puis d'autre part l'émergence d'une élite républicaine, c'est-à-dire l'inverse des citoyens éclairés qui participent tous à la vie commune. On a reproché évidemment beaucoup de choses à Jules Ferry, son égocentrisme colonial, sa volonté de formater les esprits ou sa volonté de vouloir imposer une morale laïque (son catéchisme républicain qui s'opposait au catéchisme chrétien). On lui a reproché ce que l'on a appelé le compromis historique entre la république et les églises qui était inscrit au programme Napoléonien de 1811. Et dans les lois Ferry relatives à l'enseignement, rien n'était prévu pour les adultes et en particulier pour les adultes ouvriers, il y avait quelques formations maisons, très ciblées qui étaient offertes par le patronat paternaliste, ça concernait uniquement le travail au sein de l'entreprise. Il y avait aussi les associations philo-techniques qui sont nées à la fin du 19^{ème} siècle au sein des bourses du travail. Je cite leur but : « *donner aux adultes une instruction appropriée à leurs besoins* ». Alors il y a quand même aujourd'hui des

universités populaires qui sont issues de ce mouvement des associations philo-techniques, je pense particulièrement à l'université populaire du Ventoux, située à Carpentras, qui a un site internet très intéressant. Son but est : « *d'agir dans le domaine de la formation, de l'insertion par l'activité économique et de l'éducation à l'environnement et au développement durable* ». Ce n'est pas tout à fait la même problématique que nous ici à l'UPA.

A cette époque, l'époque des bourses du travail etc..., à l'époque de la montée en puissance du mouvement ouvrier, il y avait souvent en face, en parallèle, des revendications de progrès social. Le désir de favoriser des structures ouvrières en opposition à la classe dominante et de permettre surtout à tous et à toutes de participer pleinement à la vie démocratique. C'est Jaurès qui disait : « *il faut un peuple éduqué pour mener une politique de changement véritable, pour que les notions de politique populaire et de changement social deviennent inséparables à cette époque là* ».

L'hostilité envers les travailleurs émigrés, à cette époque là, on se rappelle le massacre des Italiens à Aigues Mortes en 1893, les pogromes contre les Polonais dans les mines, le déchainement de l'anti sémitisme à l'époque de l'affaire Dreyfus. Tout ça a montré qu'un travail de fond était nécessaire pour faciliter l'intégration, pour combattre la xénophobie, le racisme et l'anti sémitisme. Et en même temps se sont développés, à cette époque là, les nouveaux loisirs, dont je vous rappelle Marion Fontaine nous a un peu parlé. Le rapport qu'il y avait par exemple entre sport et démocratie. Le mouvement ouvrier n'a pas manqué d'utiliser ces loisirs comme moment où l'on pouvait faire passer la culture démocratique.

Donc cette culture ouvrière est née de tout cet ensemble, tout ce mouvement, en dehors des structures institutionnelles. Donc je vais vous donner la définition de l'éducation populaire telle qu'elle est aujourd'hui car il existe un comité national pour les associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP), sa définition est très complexe : « *construction collective de pratiques et de savoirs dans un but d'émancipation individuelle et de transformation sociale* ».

- « *Construction collective* », ça veut dire qu'on ne se limite pas à la transmission de savoirs, on construit ensemble, chacun peut apporter sa pierre à l'édifice.
- « *Émancipation individuelle et transformation sociale* », ce sont des notions qui font opposition à l'employabilité et à la productivité que je citais tout à l'heure. Parce que c'est vrai qu'en démocratie, tout citoyen détient, par définition, une part de la souveraineté. Que le citoyen peut exercer cette souveraineté, est-ce qu'il en est conscient ? Est-ce qu'il en a seulement envie ? Je crois que l'acquisition de compétences ne suffit pas à faire un citoyen, et la culture ne suffit pas à garantir le plein exercice de la citoyenneté. Il faut autre chose de plus.

Ces préoccupations ont été relayées par le pouvoir à certaines époques, je pense évidemment à Jean Zay dont on parle beaucoup en ce moment, ministre de l'éducation du Front Populaire, qui avait commencé à mettre en place un grand ministère de l'éducation populaire, je pense au comité national de la résistance bien entendu, qui disait : « *la possibilité effective pour tous les enfants Français d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes, soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer* ». C'est mot pour mot dans le programme du CNR (Conseil National de la Résistance). On a eu Naegelen à la libération, un plan qui disait : « *qu'aujourd'hui l'enseignement doit se démocratiser moins par une sélection qui éloigne du peuple les plus doués que par une élévation continue du niveau culturel de l'ensemble de la nation* ».

Alors qu'est-ce qui reste de tout ça aujourd'hui ? Je pense évidemment à notre système éducatif dans la reproduction en particulier, un capital culturel qui fonctionne comme un cens (cens avec un "c") caché et son suffrage censitaire qui reproduit une noblesse d'état, dont les critères de sélection reposent sur les codes culturels des classes dominantes. Un petit peu comme sous l'ancien régime, c'est une sorte de démocratie confisquée.

Comment on peut concilier tout ça ? Comment concilier massification, démocratie, qu'en est-il de la transmission des valeurs républicaines, dont tous nos politiciens se recommandent constamment ? Plus on en parle, moins on l'applique, c'est un peu ça. Est-ce que l'on peut arriver à rendre désirable un système comme notre démocratie ? Ce système, fermé, opaque, corrompu, impuissant, une sorte de démocratie fatiguée. Je crois que l'institution aujourd'hui n'est pas prête à former des citoyens capables de sortir du fatalisme et de la pensée unique et qui soient en mesure d'agir sur l'organisation de leur vie et de participer à l'œuvre sociale. C'est ce que Castoriadis appelle l'autonomie. Je pense qu'on y reviendra lors de la conférence du 3 juillet, Castoriadis passionnant sur ce sujet là.

Notre institution est dite éducative mais semble impuissante face aux communautarismes, elle est incapable d'empêcher la radicalisation des jeunes qui sont en errance et qui partent quelque part de l'autre côté de la méditerranée. Sans doute faute de moyens, je crois réellement que cette austérité qu'on nous impose et qui sacrifie l'éducation, la culture et sur laquelle les marchés financiers sont à mettre en cause. Aujourd'hui on pense plus à rassurer les marchés, à rassurer le monde de la finance qu'à préparer l'avenir avec l'éducation et la culture. Je crois que "*démocratie et marché financier*" aurait été un bon sujet aussi.

Je pense que c'est là que les mouvements d'éducation populaire, en particulier les universités populaires, ont leur rôle. Pas seulement pour réparer certaines pannes de l'ascenseur social, mais pour reprendre le flambeau d'une offre éducative où savoir et démocratie seraient indissociables.

Je me souviens, je crois que c'était l'été dernier pendant le festival, lors d'une des rencontres qui avaient lieu à l'espace Pasteur, le philosophe Frédéric Worms avait utilisé une formule que j'ai retenue, à propos justement de l'université populaire. Il avait dit : « *d'une part l'université, c'est-à-dire savoir de haut niveau, d'autre part populaire ça veut dire mis à la portée de tout le monde* ». Je crois que c'est un peu ça notre tâche, je pense que c'est un élément du processus démocratique que de mettre des savoirs de haut niveau à la portée de tout le monde. Et que l'UPA offre effectivement par différents aspects des niveaux de culture générale transdisciplinaire basés sur l'échange et non l'argent, ça c'est important. La gratuité sera peut être le thème de l'an prochain parmi les thèmes proposés, et le refus du prêt à penser. Il s'agit de mettre à la disposition de chacun des outils qui permettent de mieux comprendre la complexité du monde, de ne pas se laisser embobiner par le premier beau parleur venu. D'être en mesure d'interpeller ceux qui prétendent, je dis bien qui prétendent, nous représenter. En un mot oser penser pas soi même pour reprendre la formule qu'employait Kant, il employait cette formule dans "*qu'est-ce que les lumières*" qu'il a écrit en 1784, c'est-à-dire 8 ans avant "*les mémoires sur l'instruction publique*" de Condorcet. Je ne sais pas si c'est utopique ce que je raconte, peut être un petit peu, on verra.

Gilles Le Ny : Bonsoir, donc vous avez compris que j'étais plus habitué à être devant l'estrade que sur l'estrade, je ne dis pas ça pour avoir la prétention de représenter les auditeurs mais simplement pour solliciter votre bienveillance et votre indulgence. Je vais faire des abus de langage en utilisant beaucoup le "je" mais je voudrais quand même associer les collègues qui avec moi ont contribué à cette réflexion, donc il s'agit de Barbara, Michèle, Joëlle, André, Roland, Janine et Jean Claude qui m'ont aidé dans cette réflexion.

Sur cette approche il y avait soit la démocratie dans l'UPA qui spontanément avait retenu mon attention, et puis effectivement je me suis aperçu qu'il y avait le rôle de l'UPA dans la démocratie. Donc ce n'était pas ma première approche spontanée mais ça m'a permis quand même d'y réfléchir et ça a chez moi déclenché un certain nombre d'interrogations. Et j'ai eu envie de mettre un titre ce petit propos en l'appelant "*paradoxe de la démocratie*".

Paradoxe de la démocratie, en fait en y réfléchissant je me suis aperçu que l'on s'était en quelque sorte approprié la définition, je crois à l'origine d'Abraham Lincoln, « *gouvernement du peuple, par le peuple pour le peuple* ». Alors gouvernement du peuple, encore qu'on pourrait en débattre mais on voit bien de quoi il s'agit, parce qu'en fait on définit une communauté au sein de laquelle on va organiser quelque chose pour la faire fonctionner. Où je suis un peu gêné c'est PAR et POUR le peuple.

Pour le peuple, je vois bien ce que ça veut dire, c'est-à-dire que l'on est dans les droits civils en quelque sorte. Liberté d'opinion, liberté de la presse, le positionnement de chacun devant la justice, la propriété individuelle, en résumé je dirais le mieux possible, du bien, du bonheur, de la fraternité.

Mais j'y vois une ambiguïté dans la mesure où là on est dans la recherche d'une efficacité POUR le peuple et PAR le peuple j'y vois plus un processus. C'est-à-dire comment atteindre un objectif, celui qu'on s'est donné. Et donc dans ce processus on est davantage en droits politiques me semble-t-il, c'est-à-dire l'égalité dans les votes, l'exercice du pouvoir, le débat, un terme aussi qu'on utilise l'auto législation. Et dans ce cadre là je me suis demandé si pour atteindre l'objectif qui sont les droits civils on devait forcément imposer un processus de droits politiques qui à mon sens est indépendant.

Déjà une petite parenthèse, comment définir démocratiquement un processus démocratique. C'est-à-dire la poule et l'œuf, c'est-à-dire qui est-ce qui a commencé, ça paraît un petit peu compliqué. Donc voilà, c'est pour moi une question qui reste un peu en suspend. Est-ce que ça existe ? Par provocation j'aurais presque tendance à paraphraser Marx, en disant que peut être le gouvernement DE, PAR, POUR le peuple, c'est peut être *l'extasie* du citoyen, comme la religion était l'opium du citoyen. Autrement dit est-ce que ça existe ?

Tout à la fin de mes réflexions, je suis tombé sur une professeure de philosophie que peut être certains d'entre vous connaissent, il s'agit de Catherine Colliot Thélène qui est professeur de philosophie à Rennes. Elle a écrit un ouvrage, bon que je n'ai pas lu entièrement mais j'en ai lu quelques fragments et commentaires, qui m'a semblé tout à fait intéressant parce qu'elle me semble évoquer justement ces questions que je me pose et y apporter "*sa réponse*". Son ouvrage s'appelle "*La démocratie sans démos*". Je ne sais pas si certains d'entre vous le connaissent, en tous cas ça m'a donné envie d'aller plus loin et de le lire.

Pourquoi je parlais du paradoxe de la démocratie parce qu'évidemment on peut le relier à ce que vient de dire François, c'est-à-dire l'accès à la connaissance, préalable à la démocratie. Moi j'y vois une petite ambiguïté. Parce que j'y vois une juste cause, évidemment c'est-à-dire des droits civils, la connaissance permettant effectivement aux gens de raisonner, d'avoir accès à l'argumentation, à la réflexion, à s'émanciper effectivement des dogmes différents. Mais en même temps est-ce que via le savoir, la connaissance, est-ce que l'on va aboutir forcément à une pertinence de la raison ? Est-ce que l'on va forcément effacer les différentes compétences, les différences de personnalité de chacun, le charisme de certains, l'absence de charisme des autres ?

En résumé est-ce que de bons outils suffisent à faire un bon ouvrier ? C'est la question que je me pose : est-ce que par la connaissance, de manière un peu magique, on va supprimer le charisme, l'élitisme, l'aristocratie, c'est une question pour moi qui reste en suspend et dans un premier temps, dans ce petit commentaire, je vais m'arrêter là.

Jacques Roux : Merci beaucoup de me donner la parole. Je suis en difficulté comme toujours avec ces questions de la démocratie, parce que je conçois la démocratie à la fois comme un concept, mais c'est aussi un affect. Quelque chose de sentimental, je crois, dans la pensée, la démocratie comme concept. Et j'ai tourné dans ma tête ces histoires et notamment qu'est-ce que je viens faire moi dans l'UPA, quelle place prend l'UPA dans la démocratie dans mon regard. D'abord je me suis aperçu que cette question peut stipuler aussi l'existence de la démocratie en tant que telle, en tant qu'objet, et que c'est toujours une manière de présenter les choses.

On a cette façon de parler qui fait exister des objets dont on est pas tout à fait sûr de l'existence. A ce sujet d'ailleurs dans la démocratie, je m'aperçois que le cours général du débat c'est un truc qui peut être louche, qui peut ne pas marcher très bien. Et c'est vrai que ce désir, cet amour de la démocratie que je pense beaucoup de gens ont dans la tête, peut être mis à mal par une certaine critique de la démocratie, qui s'est produite ici aussi dans nos débats et qui conduit à penser, à ressentir plutôt, que dans une certaine mesure, attention aux critiques que l'on fait de la démocratie en tant que concept ou en tant qu'objet. N'y allons pas trop fort.

La pensée rétrospective ce serait si vous n'aimez pas ça, n'en dégoutez pas les autres. Comment j'ai pensé les choses ? Et bien j'ai surtout pensé en fait à la question de l'université. Qu'est-ce que c'est que l'université, qu'est-ce que c'est que l'université populaire, mais surtout qu'est-ce que l'université. Je me suis référé effectivement à quelqu'un qui est en porte à faux actuellement dans le monde intellectuel, Kant, François tu le citais. Je me suis référé à cet ouvrage qui est "*Le conflit des facultés*", qui est un tout petit bouquin, c'est en fait un recueil d'articles de Kant, de petits traités rapides qui traite de ce problème, que dans la faculté ça ne va pas tout seul, il y a des conflits entre les facultés, importants à son époque. Quels conflits va nous présenter Kant ? Il va nous dire, au fond il y a 4 facultés importantes mais il y en a 3 qui sont nettement plus importantes encore, c'est médecine, droit et théologie.

Médecine, droit et théologie c'est très important parce que se sont les facultés dont le gouvernement se sert pour gouverner. Voilà ce que nous explique Kant, et il dit qu'au regard de ces 3 facultés qu'il appelle supérieures, dominantes, il y en a une quatrième qui est tout à fait particulière, qui est la faculté de philosophie.

Elle a une spécificité, c'est que dans l'état ou aux sources de la souveraineté, elle a vocation à être libre. La faculté de philosophie a vocation à être libre. Elle est philosophique en tant qu'elle est libre, et à ce titre il l'a qualifiée de faculté inférieure. Elle est inférieure parce qu'elle ne commande pas. Elle se met simplement à disposition des autres, pour dicter, et bien les valeurs de la raison, les vertus de l'argumentation, la méthode Kantienne, que sais-je encore pour dicter les choses de l'ordre.

Je trouve assez magnifique cette vision, mais pensez vous que Kant estime véritablement la faculté de philosophie comme inférieure. Kant est quand même de tous temps professeur de philosophie, quel était l'intérêt de cette présentation ? Qu'est-ce qui a pu le faire présenter les choses sous cet angle ?

Ce qu'il faut savoir, c'est que dans cette période, cet ouvrage est le dernier ouvrage de Kant, il vient après les "*trois critiques*", il vient après "*la critique de la religion dans les limites de la simple raison*", c'est le dernier ouvrage, il faut savoir qu'il était menacé par la censure, qu'il a d'ailleurs été lourdement censuré pour ses ouvrages, notamment celui sur la religion. En fait la réalité de ce petit ouvrage, il parle essentiellement de la faculté de théologie, il parle très peu des autres. Mais je trouve particulièrement important cette place de la philosophie dans l'univers des facultés.

Et moi je pense que ça nous intéresse. Bon il est bien évident que la faculté de philosophie a, à mon avis, enfin moi je le pense comme ça, je le ressens comme ça, était une faculté qui a servi au conseil du Prince, de tous les temps. Cela a été conseiller le souverain, et le conseiller souvent de très près. Il est bien évident que le rôle de la faculté de philosophie, à mon avis est supérieur et non pas inférieur dans cette histoire.

Et au fond dans la structure de l'université, ça nous laisse semble-t-il une place libre, vacante. Alors il se pose la question de savoir si l'université de philosophie est si mineure que ça, ou bien si les philosophes, dans leur exercice, dans leur pensée, dans leur vie, sont si libres que ça par les temps qui courent. Nous en avons ici, alors je pense qu'ils ont tous un avis là-dessus, la liberté des philosophes. Mais il me semble qu'il y a une place aujourd'hui par le creuset que l'université a à être, pour une université libre, un espace de parole libre et de communication libre, qui soit une vie collective libre qui puisse traiter du politique. Et qui, effectivement, est cette place ? Je dirais assez naturellement, d'université populaire.

Je pourrais vous lire une phrase de Kant, pour Kant le but du gouvernement est d'avoir une influence sur le peuple. Quand à la faculté inférieure il l'abandonne à la raison propre du peuple savant. Ce qui très remarquable dans le cas de ces grands penseurs, c'est cet espèce de leitmotiv qu'on trouve dans l'histoire, qui est à la fois cette considération du peuple mais aussi ce mépris du peuple. Et on va retrouver chez Kant parfois inspiré ce mépris du peuple. Je n'y crois pas vraiment moi, pour une raison assez simple, parce que Kant était fasciné par cet événement extraordinaire pour son époque, car il est tout à fait de l'époque car il était contemporain de Condorcet, qui était la révolution. Il est bien évident que ce n'est pas un démocrate et que c'est quelqu'un qui a vécu sous le régime d'autorité monarchique.

Pour vous en donner une petite ambiance, je peux vous lire la lettre de Frédéric Guillaume qui l'a censuré après la mort de Guillaume II qui était lui effectivement un souverain éclairé. C'est assez impressionnant je pense de recevoir un courrier comme ça de la part d'un monarque, quand on est dans des temps pareils : « *Notre très digne et très érudit cher féal (un certain nombre de politesses), vous mésusez de votre philosophie pour déformer et rabaisser maints dogmes des fondamentaux des figures saintes et du christianisme (la lettre se termine par) vous auriez à vous attendre infailliblement à des mesures désagréables de notre part si vous poursuiviez dans ce sens* »

Recevoir un courrier pareil à 71 ans de quelqu'un qui est un monarque plus tellement éclairé, dans ces périodes là, ce n'est pas rassurant pour donner de la liberté à écrire je pense. Mais moi je garde une admiration pour cette attitude de Kant et qui me semble être ce qui a été fait de mieux dans l'histoire de la pensée, historiquement. Pour moi après, il n'y a pas mieux que ça. Vu les conditions dans lesquelles il a produit son système du jugement.

Une autre remarque peut être à cette question du discours politique, de la possibilité de débattre dans un régime tendant à être de l'ordre de la démocratie, l'importance de la guerre et l'importance des interdits qui ont été inventés par l'histoire sur les conditions de possibilité du débat. Je vous cite simplement quelques lois comme ça : vous avez des décrets d'alarme, les lois de Le Chapelier, les lois sur les états de siège, les états d'urgence, les couvre-feux, les lois mémorielles, les lois sur la surveillance et les renseignements, les lois anti terroriste. Autant de lois dont la finalité est de faire en sorte que le discours commun sur la politique, ne puisse pas avoir lieu.

Alors effectivement je suis fasciné, comme dit Jean-Robert, par ce concept de démocratie. Je pense qu'un concept ça ne peut pas se penser tout seul, je crois qu'on ne peut pas penser les concepts sans penser les affects et sans penser les percepts, j'ajouterais même sans penser les préceptes. Ce sera ma conclusion. Quelles sont les conditions de la libre parole dans le champ politique. C'est vrai que l'on n'est pas tout à fait d'accord avec François, je ne pense que ce soit d'être un homme éduqué, je ne pense que ce sont les conditions d'éducation, c'est ose penser par toi-même avec une méthode qui peut être prélevée sur les étapes que l'on voudra, mais ose penser par toi-même, ça ne stipule pas d'avoir un trépied sur des bases scolaires. Il y a des tas de gens qui n'ont aucune base scolaire, et qui pensent très fortement, très vite par eux-mêmes, et inversement il y a des tas de gens qui ont une assise scolaire formidable et qui parfois ne pensent pas très vite et pas par eux-mêmes.

Jean-Robert : Alors ça c'est la fin de présentation de la première partie et je crois qu'il y a deux aspects (enfin je crois qu'il y en a plein d'autres), mais il y a deux aspects sur lesquels on pourrait faire des binômes, mais il n'y a pas une unanimité complète sur, en gros, potentiel émancipateur des connaissances, c'est une question que l'on n'aura pas le temps de mettre en avant, ou du savoir ou au contraire potentiel émancipateur de la liberté de parole. Et est-ce que les deux sont compatibles dans quelles conditions. Ça c'est quand même une des questions fondamentales qui sont soulevées à travers l'expérience des universités populaires, mais je ne me mêle pas de l'affaire.

Je vous propose d'aborder le deuxième axe, c'était donc après l'UPA dans la démocratie, la démocratie dans l'université populaire. L'université populaire est-elle démocratique ou doit-elle l'être ? Si oui, comment, par quelles modalités, quelles en sont les limites etc... ? Nous avons tous été d'accord pour donner la parole à Gilles car c'est celui qui est le plus objectif finalement peut être dans cette affaire, en tous cas le plus (le plus "Suisse"). Tu es arrivé en dernier, tu n'as pas joué le rôle d'intervenant, et donc ça nous a semblé logique de donner la parole d'abord à Gilles pour évoquer cette question : l'université populaire est-elle démocratique et doit-elle être démocratique ? Ensuite on poursuivra les contributions.

Gilles : Alors moi en effet quand j'ai commencé à suivre les interventions depuis le début d'année j'avais un a priori sur la démocratie qui me semblait une évidence. Et au fur et à mesure que j'écoute les interventions ça devient de plus en plus mystérieux, il y a de plus en plus de contradictions, de paradoxes et ça devient très compliqué. Et au final effectivement, on finit par se poser la question, est-ce que c'est un idéal, un leurre, une utopie... Et c'est quand même curieux de se dire que l'on va arriver, à partir de différents intérêts particuliers, individuels, à faire naître un bien collectif. C'est quand même une gageure.

Donc le lien, la démocratie dans l'UPA, on arrive à se poser un certain nombre de questions. D'abord comment définir les membres de l'UPA. C'est quoi cette bête ? Nous avons les membres fondateurs d'abord, je dirais les premiers altruistes qui un jour spontanément, je ne sais pas comment ça c'est passé, mais décident de distribuer gracieusement leurs connaissances pour donner l'accès au savoir. Donc on a cette partie là.

Puis on a des intervenants qui chaque semaine, de manière bénévole transmettent leurs connaissances, apportent leur éclairage. Nous avons aussi différents bénévoles qui interviennent à différents titres pour organiser l'association.

Depuis 3 ou 4 ans, les auditeurs participant à certains ateliers, apportent aussi leur contribution à l'animation et à la vie de l'UPA.

Et puis bien sûr il y a l'ensemble des auditeurs qui apportent aussi leur contribution du simple fait de leur présence. (Et effectivement Suzanne surtout qui n'est pas là et qui le regrette profondément).

C'est intéressant donc parce qu'on se retrouve avec des catégories disparates d'acteurs au sein de cette communauté et on s'aperçoit que les objectifs sont très différents, les intérêts sont différents. Alors une démocratie dans l'UPA, pour quoi faire finalement ? On voit bien que dans une communauté c'est quand même nécessaire d'organiser un fonctionnement, une gestion et de chercher l'intérêt de tous. Donc on peut effectivement considérer qu'une démocratie serait justifiée dans le fonctionnement et l'animation de l'UPA.

Utile, mais est-ce que c'est indispensable ? Parce qu'en fait l'équipe restreinte des initiateurs de l'UPA que je citais tout à l'heure, sont capables de gérer, d'organiser et puis surtout légitimes pour prendre les décisions. L'idée de départ, spontanément désintéressée d'offrir gracieusement du savoir, de nous éclairer, donc pour le bien de tous, moi des fois j'ai des scrupules, comment justifier qu'en prime ces bénévoles auraient en quelque sorte des comptes à rendre pour justifier leur altruisme. C'est un peu un paradoxe quand même, de mon point de vue. Donc les auditeurs sont-ils légitimes pour réclamer des explications des débats sur la pertinence des interventions, ça paraît curieux quand même.

Et en fait je me suis dit : et si justement, inversement, ces initiateurs, ces pionniers, et en même temps quelque part ces "*élites*" quand même, il y a une certaine "*aristocratie*" tout de même dans tout ça, si en fait, ces initiateurs n'éprouvaient pas le besoin de vérifier que leur démarche, leurs actions, leur mode d'organisation, répondent bien aux objectifs qu'ils se sont fixés. On retrouve mon idée de tout à l'heure, c'est-à-dire l'objectif et le processus. Donc ce serait presque une vision différente de la démocratie, en tous les cas une séparation des deux idées. J'ai cherché des mots pour essayer de synthétiser ça. Est-ce qu'on pourrait appeler ça une démocratie "*accompagnante*", "*démocratie implicative*". Enfin moi j'essaie d'inventer parce que je n'ai pas trouvé de mot, parce qu'en fait on a un mot qui, selon moi représente deux choses.

Donc une démocratie différente qui permettrait à la communauté, non pas de choisir ses dirigeants, non pas d'être représentée par eux, mais une démocratie qui permettrait au peuple, à la communauté, en fait de guider ses élites, de guider son aristocratie. Et qui surtout par cette démarche apporterait sa contribution à l'œuvre en fait ; qui aiderait ses dirigeants dans leurs intentions. Avec cette idée, est-ce qu'aujourd'hui le fonctionnement de l'UPA est démocratique ?

Dans la définition pure et dure à laquelle on essaie de se raccrocher, moi j'aurais tendance à répondre : non ! Dans cette définition on n'est clairement pas dans un gouvernement démocratique, on est plutôt dans un gouvernement aristocratique. Les cours magistraux, ça paraît tout à fait à l'inverse de l'idéal démocratique. Maintenant objectivement, organiser le choix des thèmes, choisir les intervenants, choisir la pertinence des sujets, c'est quand même une affaire de spécialistes, d'initiés, d'élites, on est dans le domaine de l'enseignement, de la transmission des connaissances, ce n'est pas non plus à la portée de n'importe qui. Donc une gestion démocratique je dirais non.

En revanche, une démocratie de droits civils ? Oui ! Les auditeurs donnent leur avis, débattent parfois, votent quand même. Donc de ce point de vue, oui, on est dans une démocratie de droits civils, puisqu'on recherche quand même l'égalité de chacun devant les cours, devant ce que l'on propose comme thème etc....

Alors quel avenir démocratique pour l'UPA dans ce contexte-là ? Moi je vois quand même un scénario idéal du futur avec la participation, la contribution des auditeurs, amplifiées, accentuées. Je dirais plus d'implication ça veut dire meilleure vision pour l'action des dirigeants, donc pertinence et donc plus d'efficacité. Et à travers cette démarche, en fait, on contribuerait chacun à la promotion de la démocratie justement.

Quelle différence en fait, moi je me suis posé la question, entre des régimes totalitaires, fascistes etc... et puis des régimes, bon on doit quand même reconnaître qu'on est dans des régimes un peu démocratiques, moi je me dis, les hommes à l'intérieur sont les mêmes. Alors comment se construit une démocratie ? Ce n'est pas par ses élites, ce n'est pas par ses représentants. Au final elle se conquière par ses membres, par les membres de la communauté. L'essentiel pour moi dans la démocratie, "*réaliste*" je dirais, l'important ce n'est pas PAR le peuple, l'important c'est POUR le peuple.

Au peuple, aux auditeurs, en ce qui concerne l'UPA, de faire entendre leur voix, c'est une construction permanente, un chemin certes qui passe par la connaissance, l'expression, l'écoute, la raison etc... Mais rien ne nous empêche ensemble de définir un processus qui ne soit pas purement démocratique mais qui permette d'atteindre nos objectifs. Et dans ce cadre, nous auditeurs, nous avons une responsabilité de participation. Dans sa définition puriste, selon moi, l'UPA n'est pas une démocratie mais je pense qu'elle en est une forme, une démocratie de droits civils qu'il nous appartient de faire vivre, et peut être même un exemple dont on pourrait s'inspirer pour améliorer la nôtre, je parle de notre régime démocratique de nation. La démocratie, c'est aussi une communauté qui prend conscience de la nécessité de l'adhésion, de l'implication. Ce n'est pas seulement, faire entendre sa voix, ce n'est pas seulement voter, c'est aussi agir. Ce sera ma conclusion.

Jean-Robert : Je laisse la place à François pour réagir un peu plus courtement.

François : Pour moi j'ai pris le terme d'université populaire en tant que tel, et je me suis posé la question : est-ce que l'UPA n'est pas plus universitaire que populaire.

Alors évidemment, premier point, est-ce qu'on est pas dans une configuration pyramidale qu'impose le cours magistral, autour d'une tribune où il y a des gens qui écoutent. J'allais dire c'est presque structurel. Et est-ce qu'il n'y a pas une contradiction entre le désir d'égalité d'une part, et le face à face un peu hiérarchisé avec les intervenants, même si parfois les auditeurs deviennent intervenants et les intervenants des auditeurs. Il faudrait d'ailleurs que ça tourne plus peut être.

Est-ce que l'idée de transmettre des savoirs, comme toutes activités d'ailleurs, ne comporte pas une inégalité entre le sachant et le l'apprenant, entre l'éducateur et celui que l'on prétend éduquer. Ça reprend un petit peu la question sur les mythes, où je crois fondamentalement que la nature est inégalitaire, que le monde est injuste et cruel, mais si l'on veut que chacun ait sa part de souveraineté, on se retrouve un peu coincé entre la thèse de Rousseau et celle de Tocqueville de l'autre. Sauf Condorcet qui disait : « *on supprime, au sens propre du terme, la démocratie, elle n'a jamais existé et n'existera jamais* ». Puisqu'il était pour une démocratie absolue, sans représentant même plus que direct. Alors que d'un autre côté, Tocqueville mettait en garde contre le fait que l'égalisation des conditions risquait de conduire à un despotisme doux. On est coincé, on ne sait pas trop où mettre le curseur entre les deux. Fondamentalement, je ne crois pas qu'il y ait une réponse à la question de l'élite.

Alors comment réaliser une production collective ? Pour reprendre les définitions que j'ai données tout à l'heure. Comment la susciter pour la faire venir ? Parce que parfois on a un peu l'impression que d'un côté les intervenants ne laissent pas assez de place et d'un autre côté que les auditeurs sont confortablement assis dans leur siège et viennent consommer du savoir. Faut-il plus de débats ? Je renvoie la critique, elle est dans les deux sens. Faut-il davantage de débats, il y a-t-il réellement une demande de débats ? Est-ce que le débat enrichit réellement la connaissance ? Ce sont des questions auxquelles je n'ai pas toujours de réponse.

Il y a un deuxième point, toujours dans cette idée qu'on est plus universitaire que populaire, (alors je pense que les thèmes annuels sont choisis d'une manière tout à fait démocratique, il y a un processus qui s'est mis en place), par contre dans la manière dont on traite les thèmes, il y a un regard un peu trop universitaire. J'ai quelquefois l'impression que les intervenants sont parfois prisonniers de leur discipline universitaire, le professeur d'Allemand va parler de l'Allemagne, le philosophe va parler de philosophie, l'économiste d'économie etc... C'est vrai que ce n'est pas facile de s'aventurer en dehors du domaine qui nous est assigné par nos diplômes universitaires, c'est la question de légitimité en quelque sorte qui se pose. C'est vrai, je ne sais pas comment surmonter cette question.

Mais j'ai envie d'ajouter à cela, peut être à cause de cela, qu'un certain nombre d'aspects du thème de l'année ne sont pas abordés, parce qu'il n'y a justement personne pour sortir de sa discipline. Je prends un exemple, le thème de cette année, la démocratie, quelquefois, j'ai eu le sentiment, peut être à tort, que l'on évitait le débat parce qu'on avait peur que ça tourne au "*café du commerce*", que ça tourne à la "*politique de comptoirs*". Ce qui se passe entre Chouard et Jennar, confirme un peu cette appréhension, mais par rapport à la démocratie, je suis largement resté sur ma faim.

C'est un point de vue un peu personnel, j'aurais aimé quelque chose sur "*démocratie et marché financier*", j'aurais voulu quelque chose sur "*quelle démocratie à l'âge d'une société monde*", puisque les démocraties ont été construites dans le cadre des nations, et qu'aujourd'hui il y a quelque chose qui dépasse la notion de nation, ne serait-ce que l'environnement, le terrorisme, la mondialisation tout simplement. "*Quelle démocratie avec une croissance faible ?*" On va vers une société dans laquelle il y aura de moins en moins de croissance, et il est évident, pour prendre l'exemple des trente glorieuses, mais pas seulement, que la démocratie a pu fonctionner, parce qu'il y avait cette espérance de toujours mieux vivre avec une forte croissance, avec tous les défauts que ça comporte bien entendu.

"*Quelle démocratie avec les problèmes de l'environnement ?*" Je pense au philosophe Hans Jonas, dans "*Le principe responsabilité*", il conclue en disant : « *Prendre en compte les problèmes d'environnement, c'est prendre en compte des problématiques qui jouent sur un temps long, or le politique joue sur un temps court, et que pour accéder à des solutions sur ce temps long, on ne pourra pas éviter (ce qu'il appelle) un totalitarisme doux* ». Je pense qu'il fait référence au "*despotisme doux*" de Tocqueville, ça renvoie à ça. Qu'est-ce que vient faire la démocratie là dedans, comment résoudre le problème ? Voilà, c'est un tas de questions qui, peut-être, auraient pu être traitées, ça m'a manqué. Une autre question fondamentale, face au terrorisme, aujourd'hui les lois anti terroristes portent atteintes à la démocratie. Mais comment faire ?

Jacques : Alors il y a une difficulté toujours bien entendu sur : définir qu'est-ce que c'est que la démocratie ? Qu'est-ce qu'elle a, qu'est-ce qu'elle n'a pas ? Moi il me semble tout de même, que ce soit en Grèce, que ce soit aujourd'hui, ce qui fait penser, imaginer, voir quelque chose qui est de l'ordre de la démocratie, c'est le débat. Les conditions du débat, on pourrait dire presque, qu'un régime est démocratique s'il permet les conditions de débats relativement égaux, que chacun puisse prendre la parole s'il a des choses à dire.

La structure, au fond, dans laquelle on se cherche, ça n'appartient pas à l'UPA ou aux universités populaires, c'est quelque chose de très universel, la structure c'est conférences, débats. Comment peut-on, à la fois s'inscrire dans quelque chose de l'ordre de la conférence, de l'ordre de l'enseignement, de l'ordre de la transmission, de l'explication, argumentation etc..., et puis échanger, que tout le monde puisse entrer là-dedans ? François tu dis, donc, plus universitaire que populaire. Si ça pose un problème, c'est peut être parce que ça a peut être plus tendance à être scolaire qu'universitaire. Ce qui serait embêtant mais le propre de l'organisation en cours, le cours ex cathedra, c'est la spécificité de la scolastique. Je crois qu'il y a la question de l'école, de ce que peut être l'école dans l'histoire et de ce qu'elle est aujourd'hui. De ce que peut être l'université ou les universités dans l'histoire et de ce qu'elles sont aujourd'hui.

Savoir de haut niveau universitaire dites vous, moi je ne suis pas sûr de penser comme ça. Il me semble que le propre du savoir de l'université, c'est un savoir à mode de fonctionnement universel. Universalisant, c'est-à-dire accessible à tous, offert à tous, voire même produit par tous. Or je me méfie du concept de savoir de haut niveau. D'ailleurs quand on s'amuse à la réflexion : quels sont les savoirs de haut niveau, quels sont les savoirs de bas niveau, pouvez vous me donner la liste des principaux, ça serait intéressant.

Donc les difficultés pratiques commencent à se présenter, conférence, débat, comment débattre. Aujourd'hui on est dans l'amphi, comment débattre vraiment, faire en sorte que tout le monde puisse dire son mot lors des conférences etc... C'est effectivement une difficulté pragmatique, très difficile à soulever dans la structure scolaire. Ça me semble beaucoup moins difficile à penser dans la structure aujourd'hui, avec le net. Avec ce jeu sur internet, ces échanges permanents fusant sur internet, sont quelque chose qui s'approche, à mon avis, beaucoup plus de l'ordre de la réalisation des conditions du débat.

Je m'amusais à dire lors du cours que j'avais essayé de ne pas faire ici, qu'il n'y a pas de désir de démocratie chez le plus grand nombre. C'est une opinion extrêmement troublante, pas seulement embêtante, il est là le paradoxe de la démocratie. Si la démocratie, c'est le gouvernement du plus grand nombre et n'est pas désiré par le plus grand nombre, on est embêté. Enfin on ne sait pas qui est embêté d'ailleurs, est-ce que c'est le plus grand nombre, est-ce que c'est un petit nombre ? C'est très difficile à penser, tout ça, ça pose des problèmes effectivement de pure logique et ça nous met aux prises avec un paradoxe.

Le cours ex cathedra, il est indispensable, si on veut avoir affaire avec du savoir, de la connaissance, de l'argumentation, de la logique, une pensée intellectuelle, on est obligé d'en passer par là. Mais d'un autre côté, il y a quand même une pensée qui est totalement oubliée en Europe aujourd'hui, c'est celle de la critique de la société du spectacle. Un cours c'est absolument nécessaire, c'est indispensable, mais c'est aussi du spectacle. Et je crois c'est la grande difficulté, comment pouvons nous nous sortir des outrances et des pièges de la société du spectacle. C'est-à-dire comment faire en sorte que, à un moment donné, la parole circule autrement que sur le mode du cirque. Sur un mode Romain, ce terme Romain me paraît très intéressant, au sujet de la république, c'est "*panem et circenses*", et j'ai lu récemment ce livre formidable de Marx sur le coup d'état de Louis Napoléon Bonaparte de 1852, où au fond Napoléon a pris le pouvoir sur le mode de l'empire en offrant, lors des banquets de la société du 10 décembre, du champagne, des cigares, du saucisson à l'ail. Cela pose la question des régimes politiques de l'évergétisme, ce que l'on appelle l'évergétisme, c'est-à-dire gouverner en faisant plaisir, en offrant ce qui répond aux attentes. Et c'est vrai que cette dimension du cours ex cathedra, outre le fait que c'est quelque chose que, moi, je trouve un peu long, je trouve que c'est bien quand le cours est court, et qu'il y a une place de discussion qui vient ouvrir ce cours et faire réfléchir sur ce qui c'est dit dans ce cours. Je trouve que c'est très dynamisant, très dynamique et très important pour représenter la démocratie et qu'il est important de sortir de cette sorte de contre évergétisme. J'emploie ces termes parce qu'on a parlé de la gratuité et de cette sorte de grâce qui est aux principes de l'UPA de l'université populaire d'Avignon. Et je m'arrête là.